

Les relations de Pyongyang avec Moscou et Pékin

La Corée du Nord, dont les capacités nucléaires sont en plein développement, semble se rapprocher de la Russie et de la Chine. Si ces trois États peuvent avoir des intérêts convergents, leur partenariat a ses limites. Il convient donc de ne pas surestimer l'ampleur de leur coordination et de leur coopération. Néanmoins, les menaces sécuritaires découlant de ces relations en développement sont de plus en plus importantes et ont des implications non seulement pour l'Asie du Nord-Est, mais aussi pour l'Europe.

Par Névine Schepers

En avril 2024, la Russie a voté contre l'extension du mandat du groupe d'experts des Nations unies qui surveillait le respect international des sanctions imposées à la Corée du Nord depuis 14 ans. Ces dernières resteront en place en vertu de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Leur application deviendra toutefois plus difficile, ce qui laissera à Pyongyang davantage de marge de manœuvre pour poursuivre le développement de ses capacités nucléaires et balistiques. Sachant que la Russie utilise actuellement des missiles conventionnels nord-coréens dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine, ce veto n'est pas une surprise pour de nombreux observateurs. Il fait également suite à un sommet entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un et le président russe Vladimir Poutine en septembre 2023, qui préfigurait un engagement plus étroit entre les deux pays. La Chine, pour sa part, s'est abstenue lors du vote relatif au groupe d'experts, après avoir mis un veto conjoint avec la Russie en 2022 sur l'imposition de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord à la suite d'essais de missiles balistiques.

L'indifférence dont la Chine et la Russie semblent faire preuve à l'idée d'une limitation plus stricte du programme atomique de Pyongyang témoigne d'une nouvelle



Vladimir Poutine et Kim Jong-Un visitent le Cosmodrome de Vostochny dans la région extrême-orientale de l'Amour, en Russie, le 13 septembre 2023. *Sputnik / Artem Geodakyan / Pool via Reuters*

convergence d'intérêts entre les trois pays et compromet directement les efforts déployés par le passé pour éviter la prolifération nucléaire dans la région. Depuis l'échec des initiatives diplomatiques américaines visant à contenir les capacités nucléaires de la Corée du Nord lors du sommet de Hanoï en février 2019, Kim Jong-Un a coordonné

des efforts considérables pour développer, moderniser et diversifier l'arsenal d'armes nucléaires et de missiles balistiques de son pays. Il a également mis de côté sa volonté de longue date de normaliser les relations avec les États-Unis au profit d'un alignement stratégique plus étroit avec la Russie et la Chine.

En réponse, l'administration Biden a résolument misé sur les relations avec ses alliés dans la région, tels que la Corée du Sud et le Japon, en renforçant notamment les mécanismes de dissuasion nucléaire élargie et en encourageant les alliés à consolider leurs défenses conventionnelles. Ces évolutions replacent la péninsule coréenne au centre de l'escalade des tensions géostratégiques entre les États-Unis et leurs alliés d'une part, et le partenariat renforcé entre la Russie, la Chine et la Corée du Nord d'autre part. Il subsiste toutefois de nombreuses incertitudes quant à l'ampleur et à la profondeur concrètes de la coopération et de la coordination accrues entre Moscou, Pékin et Pyongyang. Au vu de ces différences dans l'envergure de chaque relation bilatérale et des impacts que celles-ci peuvent avoir les unes sur les autres, il convient de

La diversité des systèmes dévoilés au fil des ans a consolidé la viabilité et la crédibilité de la dissuasion nord-coréenne.

ne pas surestimer les répercussions de ce partenariat trilatéral émergent. La présente analyse examine les conséquences du développement des capacités nucléaires nord-coréennes et de l'évolution des liens du pays avec Moscou et Pékin sur la sécurité internationale et les efforts de non-prolifération à l'échelle mondiale.

Un arsenal dangereux

La Corée du Nord a réalisé des avancées technologiques considérables entre 2016 et 2018. Elle a procédé à trois essais nucléaires, dont un probablement avec une ogive thermonucléaire, et à plusieurs essais de missiles balistiques, notamment un réussi avec des ogives capables d'atteindre la partie continentale des États-Unis. Les essais ont été suspendus pendant la période de diplomatie avec Séoul et Washington. En l'absence d'accord à la suite de ces négociations, Kim Jong-Un a renoué avec ses efforts soutenus pour développer, diversifier et renforcer l'arsenal conventionnel et nucléaire de la Corée du Nord.

Ces activités ont commencé par la reprise des essais de missiles, dont le nombre, l'envergure et le type ont considérablement augmenté depuis 2022 en particulier. La base de données du Center for Nonproliferation Studies [recense](#) 149 lancements d'ogives capables d'emporter une charge utile de 500 kg sur au moins 300 km entre janvier 2019 et avril 2024. Ces essais, ainsi

que les investissements dans les capacités de production, ont montré une amélioration qualitative en matière de manœuvrabilité, de précision, de fiabilité et de diversification des bases et plateformes de lancement, ce qui accroît la disponibilité opérationnelle globale de la Corée du Nord. Une grande incertitude demeure quant à l'état de plusieurs capacités, et notamment l'aptitude de ces systèmes à soutenir une mission nucléaire. Quoi qu'il en soit, la diversité des systèmes dévoilés au fil des ans a consolidé la viabilité et la crédibilité de la dissuasion nord-coréenne.

Même si la Corée du Nord n'a pas effectué de nouveaux essais nucléaires depuis 2017, elle continue à étoffer ses stocks de matières fissiles. La plupart des [analyses](#) actuelles évaluent l'arsenal de Pyongyang entre 20 et 60 armes nucléaires.

Ces calculs se fondent sur le volume estimé de matières fissiles produites par le pays en tenant compte des variations liées à la conception et au rendement des armes. Sur la base des projections de production de matières fissiles, les experts [pensent](#) que la Corée du Nord est probablement en mesure de fabriquer environ six nouvelles ogives nucléaires par an. Ce chiffre peut fluctuer en fonction de la capacité de Pyongyang à intensifier la production de combustible, en particulier de plutonium. Bien que cela soit difficile à prévoir, le pays réalisera très certainement un septième essai nucléaire qui pourrait servir à améliorer la conception et la miniaturisation des ogives.

La politique nucléaire de la Corée du Nord a évolué ces dernières années. La rhétorique du pays sur la question a changé et une nouvelle loi définissant certains scénarios de recours à l'arme atomique a été promulguée en 2022. Ces modifications ont aujourd'hui plusieurs conséquences. D'une part, Pyongyang ne considère plus ses armes nucléaires comme une monnaie d'échange, ce qui ferme la porte à de nouvelles négociations sur la dénucléarisation. D'autre part, la priorité accordée par la Corée du Nord aux armes atomiques tactiques témoigne d'une posture préventive, c'est-à-dire que le pays répondrait par la force nucléaire aux tentatives des États-Unis ou de la Corée du Sud d'éliminer ses dirigeants par des «frappes de décapitation» (voir [l'analyse du CSS no 311](#)). En cas de conflit dans la péninsule, les stratégies préventives de part et d'autre du 38^e parallèle rendent une escalade nucléaire de plus en plus probable.

Isolée, la Corée du Nord, armée d'une force de dissuasion atomique plus viable, constitue déjà une menace de taille pour la stabilité de la région. Les efforts récents pour resserrer la coopération avec la Russie et la Chine soulèvent des inquiétudes quant à la capacité d'un partenariat trilatéral mieux coordonné qui puisse perturber un ordre international fondé sur des règles et conduit par l'Occident.

Des voisins prudents

Depuis la fin de la guerre froide, l'on a souvent sous-estimé ou mal interprété la profondeur des relations de la Corée du Nord avec ses deux grands voisins. Il existe également des différences majeures dans la nature des rapports que Pyongyang entretient respectivement avec Moscou et Pékin. Compte tenu du soutien important que Pyongyang recevait de la part de l'URSS sur les plans économique et sécuritaire, l'effondrement de l'Union soviétique a ouvert une période de grand bouleversement pour le pays. En parallèle, le développement des relations économiques et diplomatiques de la Chine avec la Corée du Sud a suscité la méfiance, malgré le maintien du traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle de 1961 entre Pékin et Pyongyang. Les tentatives de normalisation des relations avec les États-Unis, le développement d'un programme nucléaire et la poursuite d'une politique d'autosuffisance ont permis de contrebalancer les risques perçus de dépendance à l'égard de la Russie et de la Chine.

De leur côté, Moscou et Pékin voient globalement la Corée du Nord comme un pays tampon entre eux et la Corée du Sud, alliée de Washington, où [28 500 soldats américains](#) sont actuellement stationnés. La Chine considère le réseau d'alliés des États-Unis et la présence militaire dans la région comme des éléments plus menaçants sur le plan stratégique. Même si la survie du régime de Kim Jong-Un est une priorité centrale, Pékin et Moscou ont par le passé soutenu des efforts de dénucléarisation, car le programme nucléaire nord-coréen menace de déstabiliser la péninsule, risque d'inciter Washington à s'engager davantage dans la région et augmente la probabilité d'une guerre. Les deux pays ont voté en faveur des sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU à la Corée du Nord entre 2006 et 2017, ce qui a parfois limité la portée de leur coopération avec Pyongyang.

Jusqu'à récemment, les relations entre Pyongyang et Moscou étaient très restreintes sur le plan économique, militaire et diplomatique. La Chine, en revanche, est

devenue le principal partenaire commercial de la Corée du Nord au cours des deux dernières décennies, ce qui lui confère une certaine influence économique. Cette évolution est en phase avec la politique de Pékin selon laquelle un effondrement de l'État nord-coréen irait à l'encontre de ses propres intérêts sécuritaires. La Chine reste néanmoins prudente à l'égard des dirigeants et des stratégies de la Corée du Nord. Les tensions entre Pyongyang et Washington à propos des essais nucléaires et balistiques entre 2016 et 2018 ont également inquiété Pékin, car elles faisaient planer le spectre d'une crise militaire dans la région. Mais lorsque la Corée du Nord et les États-Unis ont ensuite entamé des négociations directes, la Chine a craint d'être exclu de discussions susceptibles d'avoir un impact sur ses intérêts nationaux.

Les relations restreintes entre Pyongyang et Moscou ces trente dernières années, le caractère essentiellement économique des rapports avec Pékin et la méfiance qui ont teinté ces deux relations permettent de mieux comprendre l'ampleur des changements survenus depuis 2019. Au vu de ce tableau, il convient de ne pas surestimer l'une ou l'autre de ces relations ni de tirer de conclusions hâtives sur la portée de ce que l'on qualifie souvent d'«axe» autoritaire ou nucléaire en Asie du Nord-Est.

Renforcement des liens

Si les priorités de Kim Jong-Un en matière de politique étrangère avaient déjà changé avant 2019, la pandémie de COVID-19 a freiné ses efforts pour se rapprocher de la Chine ou de la Russie. Pratiquement interrompus pendant plus de deux ans, les échanges commerciaux avec Pékin ont presque retrouvé leur niveau d'avant la pandémie. La Chine représente aujourd'hui plus de 90% des échanges commerciaux de la Corée du Nord. En 2023, les importations nord-coréennes en provenance de son voisin occidental ont atteint environ 2 milliards de dollars et les exportations quelque 292 millions de dollars, démontrant une relation économique très déséquilibrée. Les échanges diplomatiques ont également repris. 2024 marque notamment le 75^e anniversaire des relations entre la Corée du Nord et la Chine. À ce jour, il est difficile de discerner la façon dont les deux pays envisagent de renforcer leur coopération. Néanmoins, les années anniversaires offrent généralement des occasions uniques d'introduire de nouvelles initiatives et de nouveaux projets, à l'occasion d'un sommet des dirigeants par exemple. Comme l'attention de Pyongyang s'est récemment focalisée sur

Moscou, Pékin pourrait vouloir regagner une certaine influence sur l'évolution de la situation à sa frontière orientale.

L'invasion massive de l'Ukraine par la Russie en 2022 a permis à Pyongyang d'afficher son soutien public à Moscou. La Corée du Nord s'est avérée l'un des rares pays à cautionner ouvertement le conflit déclenché par le Kremlin en Ukraine. Pyongyang a ainsi apporté un appui diplomatique et

La Russie compromet déjà le régime de non-prolifération en violant les sanctions imposées à Pyongyang ainsi qu'en empêchant le contrôle de l'application desdites sanctions.

une aide matérielle en fournissant des armes à Moscou et en déployant des travailleurs dans les territoires occupés par la Russie dans la région du Donbass. Le sommet de 2023 entre Kim Jong-Un et Vladimir Poutine a permis de montrer ce nouvel alignement entre les deux pays, bien que leur coopération reste encore essentiellement cantonnée au domaine militaire. L'événement incluait notamment des visites de sites aérospatiaux, du cosmodrome de Vostochny et du quartier général de la Flotte du Pacifique de la marine russe, ainsi que des présentations de navires, d'avions de chasse, de missiles et de systèmes d'artillerie.

Pour la Russie, les fournitures militaires nord-coréennes et le soutien économique chinois l'ont aidée à reprendre l'initiative dans sa guerre contre l'Ukraine. Cela a contraint les États-Unis à maintenir leur orientation stratégique sur l'Europe plutôt que sur l'Asie. Bien que cela serve les intérêts de la Corée du Nord, les avantages supplémentaires pour le régime de Kim découlant de la relation avec Moscou restent incertains à ce jour, plusieurs possibilités étant envisageables. Pyongyang pourrait bénéficier d'une coopération sur des technologies de lancement spatial, sur des composants pour ses avions militaires et sur des matériaux pour ses programmes de missiles. Dans le domaine nucléaire, la Russie pourrait apporter son aide en fournissant directement au régime de Kim Jong-Un des matières fissiles ou du tritium, en partageant des informations sur la conception ou des données sur les essais nucléaires, ou en soutenant le développement de technologies telles que la propulsion nucléaire

navale. De tels développements augmenteraient encore l'instabilité stratégique en Asie du Nord-Est et risqueraient de déclencher une course aux armements.

Le problème de la prolifération

Tout appui dans le domaine nucléaire constituerait une évolution majeure, à la fois dans les relations entre Moscou et Pyongyang et par rapport aux efforts de lutte contre la prolifération précédemment déployés par le Kremlin. Même sans apporter de soutien supplémentaire au programme atomique de la Corée du Nord, la Russie compromet déjà le régime de non-prolifération en violant les sanctions imposées à Pyongyang du fait de ses activités balistiques et nucléaires ainsi qu'en empêchant le contrôle de l'application desdites sanctions. Ce dernier aspect, en particulier, porte gravement atteinte à l'un des rares instruments qui permet d'assurer le respect des normes de non-prolifération à l'échelle internationale, affaiblissant ainsi la crédibilité du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La situation oblige les États à se regrouper autour de parties prenantes de même sensibilité afin de mettre en place d'autres initiatives pour garantir l'application des sanctions, lesquelles ont moins de portée ou d'impartialité qu'un groupe d'experts mandaté par les Nations unies et travaillant sur la base d'un consensus.

Même s'il est plus ambigu, le rôle de Pékin sur la question de la préservation des normes de non-prolifération n'est pas moins préoccupant. En votant contre de nouvelles sanctions à l'égard de la Corée du Nord et en s'abstenant de participer au vote sur le groupe d'experts, la Chine montre qu'elle ne croit pas à l'utilité des sanctions pour limiter le programme nord-coréen. Sans proposer d'autre solution, Pékin donne à Pyongyang l'autorisation tacite de poursuivre le développement de son arsenal et de diffuser potentiellement certaines technologies vers d'autres États. Or, ce n'est pas dans l'intérêt de la Chine de paraître complice de cette prolifération. La perspective d'une Corée du Nord de plus en plus nucléarisée et provocatrice à sa frontière ne bénéficie pas à la Chine. Un tel scénario pourrait inciter les États-Unis à intensifier leur engagement en Asie du Nord-Est, voire à déployer des moyens nucléaires dans la région. Il pourrait également accélérer le développement d'un programme nucléaire en Corée du Sud.

Dans le cas de la Corée du Nord, l'affaiblissement du régime de sanctions est encore plus problématique, car il dévalue l'argument d'un allègement de celui-ci dans le cadre d'éventuelles négociations à venir. La politique nord-coréenne des États-Unis reposant essentiellement sur ces instruments depuis cinq ans, le déclin progressif de leur efficacité incite à repenser en profondeur la manière de traiter avec Pyongyang. Au vu des crises qui secouent actuellement l'Europe et le Moyen-Orient au cours de cette année électorale, il y a peu de chances que la Corée du Nord revienne se placer en tête des priorités de l'administration Biden. La coordination accrue entre Moscou, Pékin et Pyongyang apporte tou-

Les trois États voient aujourd'hui des avantages à faire progresser leurs relations.

tefois un nouvel éclairage et de nouveaux motifs de préoccupation pour Washington.

Des perspectives limitées

S'il est nécessaire d'examiner les effets et les risques combinés d'une plus grande convergence entre la Russie, la Chine et la Corée du Nord dans les domaines militaire, économique et politique, les experts veillent à ne pas surestimer la profondeur de leurs relations ni leur capacité à se coordonner au niveau bilatéral, et encore moins à l'échelle trilatérale. Les trois États voient aujourd'hui des avantages à faire progresser leurs relations. Pour autant, même enrobées

d'apparat et de sommets, celles-ci restent relativement transactionnelles. Ils rejettent également l'idée d'un ordre de sécurité dominé par l'Occident dans la région et ce qu'ils perçoivent comme une vision occidentale d'un ordre international fondé sur des règles. Cependant, les trois pays ne partagent pas la même vision de ce qui devrait remplacer cet ordre. La Chine investit davantage de capital politique et financier pour promouvoir d'autres conceptions au-delà de la région.

L'évolution des relations entre la Russie et la Corée du Nord dépendra en partie de ce que Moscou est prête à faire et du prix qu'elle est prête à payer pour atteindre ses objectifs de guerre. Pour Pyongyang, les bénéfices tirés de l'économie de guerre russe trouveront leur limite à moyen et long terme. De possibles clarifications quant à divers domaines de coopération sont attendus lors du très probable sommet entre Poutine et Kim. De plus, les relations entre la Chine et la Corée du Nord seront intéressantes à suivre cette année. Pékin cherche à regagner de l'influence sur Pyongyang en renforçant les liens économiques, politiques, sécuritaires et culturels entre les deux pays. Dans le même temps, la Chine est soumise à une pression accrue pour «contenir» la Corée du Nord, ce qui l'incite à adopter une approche plus prudente.

L'évolution des relations sino-russes dépasse largement les interactions et les tran-

sactions avec la Corée du Nord, ce qui limite les possibilités pour Pyongyang de tenter de faire jouer les deux puissances l'une contre l'autre. Si la Chine n'a pas été ravie de paraître reléguée au second plan, son influence économique sur l'État coréen pèse encore lourdement sur les rapports entre les deux pays. Jusqu'à présent, les relations bilatérales que Moscou et Pékin entretiennent respectivement avec Pyongyang n'interfèrent pas l'une avec l'autre de manière significative. Un certain nombre de facteurs pourraient modifier cette situation, notamment le degré d'enhardissement ou de provocation de la Corée du Nord et l'impact potentiel de ses actions sur la présence américaine dans la région. L'apport par Moscou d'une aide nucléaire substantielle à Pyongyang pourrait aussi avoir un impact négatif sur les intérêts de la Chine et influencer sur la position de Pékin. Enfin, l'avenir des relations commerciales de la Chine avec l'Occident, et en particulier la Corée du Sud, aura également des répercussions sur le degré de tolérance dont l'État chinois pourrait faire preuve à l'égard des actions déstabilisatrices du régime de Kim Jong-Un.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

Névine Schepers est cheffe de l'équipe «Swiss and Euro-Atlantic Security» et Senior Researcher au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Éditrice: Gorana Grgić
Relecture: Névine Schepers
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Comparaison des politiques d'infrastructures critiques No 341
La coopération entre l'Europe et l'Indopacifique No 340
Risques nucléaires et mesures de réduction No 339
Enjeux de la sécurité des connaissances No 338
La réduction stratégique des risques au-delà des puces No 337
Observer les conflits armés depuis l'espace No 336

© 2024 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000676719